



ASSEMBLEA DI
CORSICA

U. Presidente

Aiacciu, u 5 di maghju di u 2018

Monsieur le Président,

Je vous adresse ces quelques lignes de Corse, un petit pays de notre Méditerranée commune, dont le peuple et les institutions suivent avec attention les événements qui secouent la Catalogne depuis plusieurs mois.

En ce qui me concerne, j'entretiens depuis des décennies avec nombre de vos compatriotes non seulement des contacts politiques mais également des relations amicales. Ces dernières années, j'étais présent lors des différentes consultations organisées sur la question de l'indépendance de la Catalogne.

Dans notre pays également, une volonté de liberté s'est manifestée démocratiquement à travers le suffrage universel. En décembre 2015, par un vote depuis confirmé et amplifié à deux reprises, les Corses ont confié les clés des institutions insulaires au mouvement patriotique, à savoir à la famille politique qui n'a jamais considéré la Corse comme une entité administrative française mais bien comme une nation. Pour l'heure, la situation est bloquée par Paris qui se livre à un évident déni de démocratie.

Le 1^{er} octobre 2017, j'étais à Barcelone lorsque vos compatriotes se sont prononcés pour la création de la République catalane. Quelques jours plus tôt, l'Assemblée de Corse que je préside avait émis un vote solennel soutenant votre processus de référendum.

C'est avec consternation que nous avons observé la réaction brutale et anti-démocratique de Madrid ainsi que la sereine détermination d'un peuple en marche vers son destin.

Depuis, la Catalogne compte – comme la Corse du reste – des prisonniers politiques ainsi que des recherchés, dont vous faites partie Monsieur le Président. Notre solidarité politique et fraternelle vous est naturellement acquise, ainsi qu'à tous les vôtres qui connaissent la prison ou l'exil.

Monsieur Carles Puigdemont
Président de la Generalitat de Catalunya

1/2

Mais je voulais aussi vous dire la confiance inébranlable qui est la mienne en un avenir de liberté, de paix et de construction, pour la Catalogne comme pour la Corse. Notre force est immense car ce sont nos peuples qui nous la donnent, chaque jour, par leur soutien.

Devant les persécutions dont vous étiez l'objet, vous aviez choisi de vous réfugier à Bruxelles, cœur de l'Europe politique. Ce faisant, vous manifestiez aussi cette espérance que nous avons en commun : réaliser sur notre continent une alliance des peuples et des vraies nations. Si les Etats constituant l'Union Européenne vous ont largement tourné le dos et ont fermé les yeux devant l'injustice qui vous était faite, nous savons aussi que cette Europe-là a trouvé ses limites et qu'elle est aujourd'hui devant un constat d'échec. Quant à nous, peuples en marche vers leur liberté, nous en incarnons l'avenir, un avenir différent. Les volontés politiques qui se font jour en Catalogne, en Corse, au Pays Basque ou en Ecosse ne constituent pas un problème menaçant les intérêts communautaires, mais bien au contraire une ébauche de solution. Aussi, notre solidarité n'est pas seulement indispensable pour nos peuples respectifs, elle est le ciment de l'Europe de demain. Une Europe politique, forte et fraternelle, en mesure de faire face aux enjeux de ce XXIe siècle.

Il me reste à vous souhaiter, Monsieur le Président, de garder inaltéré le courage dont vous avez su faire preuve jusqu'ici, mais je n'ai aucun doute à cet égard. Comme l'écrit Malraux dans *L'espoir*, un roman qui n'est pas sans lien avec notre propos : « Le courage aussi est une patrie ». En ce sens, Catalans et Corses, héritiers de Francesc Macià et de Pasquale Paoli, sont d'une certaine façon compatriotes.

Dans l'attente de la victoire inéluctable de votre peuple qui sera aussi celle de la justice, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de l'amitié indéfectible du peuple corse pour le peuple catalan.

Jean-Gily Talamoni

